

Comment la réforme des institutions est-elle abordée?

En termes de meilleure gestion et de meilleure efficacité, ce qui est une dimension, mais qui laisse de côté l'essentiel: les modes de régulation sociale et politique si centraux pour comprendre l'allocation des ressources et du pouvoir. De plus cette réforme est abordée «d'en haut», laissant de côté ou passant sous silence la question du pouvoir comme processus social, culturel et politique et celle du contrôle de ces processus et de leur finalité: efficacité, «capacity building», gouvernance pour quoi faire? En d'autres termes, quel est le rapport entre gouvernance et «capacity building»? S'il n'y a pas d'amélioration du côté du «bon gouvernement», à quoi servirait l'amélioration des capacités institutionnelles?

Mais il y a quelque chose de plus fondamental concernant les dimensions politiques. Dans des situations où pour des raisons historiques se sont mis en place des régimes de type néocolonial, dans lesquels le mode de répartition des ressources, rendu possible par des multiples formes de courage et d'accumulations parallèles, est sélectif et a très peu à voir avec la production, il est permis de suggérer qu'il était et reste très difficile de réconcilier «équité et ajustement», ce que proposaient les dimensions sociales de l'ajustement. Plus récemment, on voit très mal comment on peut réconcilier «démocratie», dans la mesure où celle-ci se doit d'être participative, et stabilité politique, ce qui est le but avoué des réformes institutionnelles récentes et de la gouvernance.

L'ambiguïté des conséquences de la «stabilité politique» dans certaines situations néocoloniales particulièrement répressives ne fait que souligner la nécessité impérieuse d'une perspective large lorsque l'on aborde la notion de «sécurité» dans le contexte des analyses sur la prévention des conflits.

D'où le paradoxe qui entoure les approches privilégiées à l'heure actuelle. Celles-ci partent très souvent de la reconnaissance qu'il existe effectivement des dimensions politiques aux situations de crises actuelles, mais proposent de les gérer de l'extérieur, à partir de réformes qui se présentent comme techniques.

2) Qu'est-ce que les 15 dernières années d'ajustement nous ont appris concernant le rôle de l'État et les conditions politiques d'une relance économique?

Dans leur tentative de procéder à un rééquilibrage financier, les programmes d'ajustement ont véhiculé une notion implicite du rôle de l'État et du secteur public.

- Quelle était cette notion?
- Quelles interrogations ou problèmes est-ce que cela pose?